

DECRET n° 2015-460 du 24 juin 2015 portant dissolution du Fonds d'insertion des jeunes diplômés et de réinsertion des déflatés des secteurs public et privé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et du ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances ;

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 87-366 du 1^{er} avril 1987 relative à la création de Fonds nationaux au sein de la Caisse autonome d'Amortissement ;

Vu le décret n° 94-194 du 30 mars 1994 portant organisation et fonctionnement des Fonds nationaux créés au sein de la Caisse autonome d'Amortissement ;

Vu le décret n° 2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par les décrets n° 2013-505 du 25 juillet 2013, n° 2013-784, n° 2013-785, n° 2013-786 du 19 novembre 2013, n° 2014-89 du 12 mars 2014, n° 2015-334, n° 2015-335 et n° 2015-336 du 13 mai 2015 ;

Vu le décret n° 2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 2013-802 du 21 novembre 2015 ;

Vu le décret n° 2015-337 du 13 mai 2015 portant nomination du ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1.— Le fonds d'insertion des jeunes diplômés et réinsertion des déflatés des secteurs public et privé créé par le décret n° 94-218 du 20 avril 1994 est dissous.

Art. 2.— Les actifs du fonds ainsi dissous sont transférés sur le compte de l'Agence Emploi Jeunes créée par ordonnance n° 2015-228 du 8 avril 2015.

Art. 3.— Le présent décret abroge le décret n° 94-218 du 20 avril 1994 portant création et organisation du Fonds d'insertion des jeunes diplômés et de réinsertion des déflatés des secteurs public et privé.

Art. 4.— Le ministre délégué auprès du Président de la République, chargé de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes et le ministre auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances assurent, chacun en ce qui concerne l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 24 juin 2015

Alassane OUATTARA.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES

L'administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

DECLARATION DE CONSTITUTION

DE PERSONNE MORALE

Renseignements relatifs à la personne morale

Dénomination : Société coopérative des Producteurs agricoles de la Savane.

Nom commercial : COOPASA.

Sigle : COOPASA.

Enseigne : COOPASA.

Adresse du siège : Niakaramadougou, quartier Commerce.

N° RSC du siège : CI-KLA-14-C-37.

Forme de la société : société coopérative simplifiée.

Capital social : 1.000.000 F CFA.

Dont numéraires : 1.000.000 F CFA.

Durée de vie : 99 ans.

Renseignements relatifs à l'activité et aux établissements

La coopérative a pour objet en République de Côte d'Ivoire et à l'étranger la production, la collecte, le stockage, le conditionnement, la commercialisation et l'importation des produits agricoles, l'anacarde, le maïs, le vivrier...

Date de début : 12 décembre 2014.

Principal établissement

Adresse : Niakaramadougou, quartier Commerce, 13 B.P. 1826 Abidjan 13.

Origine : création.

Renseignements relatifs aux dirigeants

Nom et prénom : SORO Ahoua.

Date et lieu de naissance : 30 juillet 1965 à Adjamé.

Adresse : Niakara.

Fonction : présidente.

Nom et prénom : Issa KONATE.

Date et lieu de naissance : 30 avril 1958 à Ferké.

Adresse : Niakara.

Fonction : secrétaire général.

Commission de surveillance

Nom et prénoms : N'DORI Akmel Urbain.

Date et lieu de naissance : 6 juin 1971 à Dabou.

Adresse : Niakara.

Fonction : trésorier général.

La soussignée SORO Ahoua (présidente) sollicite que la présente constitue une demande d'immatriculation au RSC.

La conformité de la déclaration avec les pièces justificatives produites en application de l'acte uniforme sur le droit des sociétés coopératives a été vérifiée par le greffier en chef soussigné qui a procédé à l'inscription le 12 décembre 2015 sous le numéro CI-KLA-14-C-37.

Katiola, le 12 décembre 2014.

P/ le greffier en chef,

M^e KOFFI KOUAME Marcelin,
attaché des Services judiciaires,
greffier en chef adjoint.